



La Consolidation de la
DÉMOCRATIE EN RDC
Vers et au delà des élections 2011

Democratic consolidation in the DRC:
Towards and beyond the 2011 elections



Compiled by Siphamandla Zondi and Fritz Nganje
with contributions by André Mangu and Alexis Lingandu



La Consolidation de la

DÉMOCRATIE EN RDC

Vers et au delà des élections 2011

Democratic consolidation in the DRC:
Towards and beyond the 2011 elections

Synthèse de la conférence tenue à Pretoria,
Afrique du Sud, les 10 et 11 mars 2011

With an abridged English version



Compiled by Siphamandla Zondi and Fritz Nganje
with contributions by André Mangu and Alexis Lingandu

La Consolidation de la Démocratie en RDC: Vers et au delà des élections 2011

Synthèse de la conférence tenue à Pretoria, Afrique du Sud, les 10 et 11 mars 2011

With an abridged English version

Compiled by

Siphamandla Zondi and Fritz Nganje

with contributions by Prof. André Mangu and Alexis Lingandu

Published in MAY 2011 by the Institute for Global Dialogue

ISBN 978-1-920216-33-7

Institute for Global Dialogue

3rd Floor UNISA Building

263 Skinner Street

Pretoria

Tel: +27 12 337 6082

Fax: 086 212 9442

info@igd.org.za

www.igd.org.za

Editor: Beth le Roux

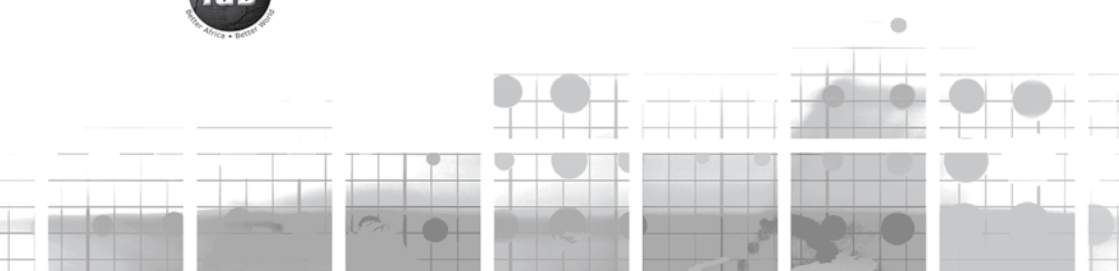
Design and layout: Andri Steyn

Printer: Business Print, Pretoria

Images: Shutterstock

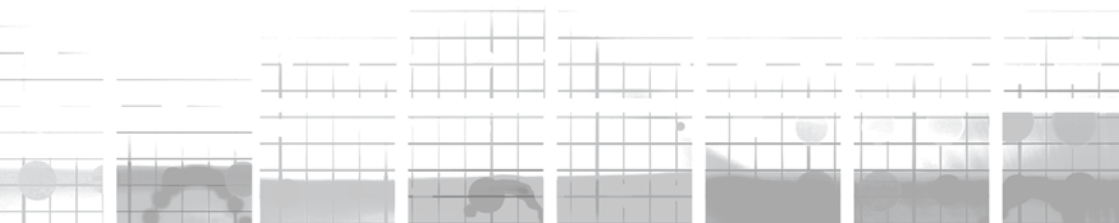
© 2011 Institute for Global Dialogue

All rights reserved. The material in this publication may not be reproduced, stored, or transmitted without the prior permission of the publisher. Short extracts may be quoted, provided the source is fully acknowledged.



CONTENTS

A PROPOS DE L'INSTITUTE FOR GLOBAL DIALOGUE	1
REMERCIEMENTS	3
LA CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE EN RDC: VERS ET AU-DELÀ DES ÉLECTIONS 2011	5
INTRODUCTION	5
SITUATION POLITIQUE ACTUELLE EN RDC	8
LA MARCHE DE LA RDC VERS LES ÉLECTIONS	11
CONCLUSION	12
DÉCLARATION DES PARTICIPANTS	15
LIEU ET ORGANISATION DE LA RENCONTRE	15
OBJECTIF DE LA RENCONTRE	16
PARTICIPANTS	16
INTERVENANTS	16
DEBATS ET ECHANGES	18
POINTS DE CONVERGENCE	18
<i>Avant les élections</i>	18
<i>Après les élections</i>	21
POINTS DE DIVERGENCE	22
RECOMMANDATIONS SUR LES CONVERGENCES	22
<i>Au Gouvernement</i>	22
<i>Au Parlement</i>	24
<i>Au Pouvoir Judiciaire</i>	24
<i>Aux forces de l'ordre et de sécurité</i>	25
<i>A l'administration publique</i>	25
<i>A la CENI</i>	25
<i>Aux partis politiques</i>	26



<i>A la société civile</i>	26
<i>Aux médias publics</i>	27
<i>Au peuple congolais</i>	27
<i>A la Communauté internationale et Partenaires internationaux</i>	28
<i>Aux participants au Forum de Pretoria</i>	28
RECOMMANDATION PARTICULIERE SUR LES DIVERGENCES	29
<i>Spécialement aux Organismes du Forum de Pretoria</i>	29
APPEL PARTICULIER DE LA JEUNESSE	29
ABOUT THE INSTITUTE FOR GLOBAL DIALOGUE	41
<i>ENGLISH SUMMARY</i>	
ACKNOWLEDGEMENTS	43
DEMOCRATIC CONSOLIDATION IN THE DRC: TOWARDS AND BEYOND THE 2011 ELECTIONS	45
INTRODUCTION	45
RATIONALE FOR THE DIALOGUE	47
THE ROUNDTABLE: POLITICAL TRANSFORMATION SINCE 2006?	48
INTER-CONGOLESE DIALOGUE: THE 2011 ELECTIONS AND BEYOND: DEBATES AND RECOMMENDATIONS	49
<i>Contentious issues that require further dialogue</i>	51
<i>On maximising the credibility of the electoral process and its outcome</i>	52
CONCLUSION	53
ANNEXES	55
I. LISTE DES DÉLÉGUÉS DE LA CONFÉRENCE/ LIST OF CONFERENCE DELEGATES	55
<i>A. Les participants/ Participants</i>	55
<i>B. Observateurs/ Observers</i>	58
II. PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE/ CONFERENCE PROGRAMME	60
<i>Day One – 10 March 2011</i>	60
<i>Day Two – 12 March 2011</i>	61

A PROPOS DE L'INSTITUTE FOR GLOBAL DIALOGUE

L'Institute for Global Dialogue (IGD) est un groupe de réflexion indépendant de la politique étrangère consacré à l'analyse et au dialogue sur le développement de l'environnement politique et économique, et particulièrement au rôle de l'Afrique et de l'Afrique du Sud. Il veut promouvoir une analyse équilibrée, pertinente et orientée vers la politique, un débat et une documentation sur le rôle de l'Afrique du Sud dans les relations internationales et la diplomatie.

L'IGD a été créé en 1995 d'abord comme la 'Fondation pour le Dialogue Global' après plusieurs années d'efforts par l'ancien président sud africain, Nelson Mandela, dans sa capacité comme président du Congrès National Africain (ANC). Lui et son équipe de dirigeants ont senti la nécessité d'avoir une organisation de recherche qui faciliterait l'engagement de la nouvelle Afrique du Sud dans le changement d'ordre mondial après 1994. Ce fût une période pendant laquelle trois vecteurs du changement ont coïncidé: les changements tectoniques dans la politique de la puissance mondiale après l'effondrement de l'Union Soviétique; la vague de démocratisation qui a frappé l'Afrique et l'Amérique du Sud; et la transition quasi-miraculeuse de l'Apartheid à la démocratie en Afrique du Sud. Le premier financement a été effectué par le gouvernement Allemand et a été orienté pour établir l'efficacité compétitive de la Fondation, une combinaison de recherche orientée vers la politique, un dialogue catalytique,

des publications faites sur mesure et l'octroie des subventions aux ONGs intéressées dans les relations internationales.

Le programme de recherche de l'IGD se focalise sur trois axes majeurs: l'analyse de la politique étrangère avec une référence particulière à la réalisation et à la gestion de la politique étrangère et aux outils diplomatiques tels que la diplomatie économique, développementale et publique. Les études africaines se focalisent sur le rôle de l'intégration régionale et continentale dans la politique et le développement africain ainsi que l'étude de la diplomatie pacifique et l'analyse de la Diplomatie Internationale, la dynamique de l'analyse dans la diplomatie internationale qui est en relation avec la paix et la prospérité africaine.

Mission: L'IGD se bat pour une Afrique prospère et pacifique dans un ordre mondial progressif à travers la recherche et l'analyse de la politique de pointe, le dialogue catalytique et l'interface du dépositaire d'enjeux sur la dynamique globale qui ont un impact sur l'Afrique du Sud et l'Afrique.

REMERCIEMENTS



Le dialogue inter-congolais n'aurait pas été possible sans l'engagement des parties politiques de la RDC qui ont répondu positivement à l'idée de les mettre ensemble pour débattre librement et eux-mêmes, sur les défis auxquels fait face leur pays. Leur engagement est par là même apprécié.

La réponse extrêmement chaleureuse des organisations de la société civile basées en RDC et de la Diaspora l'ont aussi rendu possible pour les congolais d'avoir un débat houleux, mais cordial. Des organisations représentées comprenaient les organisations des femmes et de la jeunesse. Nous aimerions les remercier pour leur préoccupation patriotique pour leur pays.

L'IGD aimerait aussi remercier les membres du corps diplomatique, les gouvernements africains et le gouvernement sud-africain, en particulier, qui ont pris part comme des observateurs et ont permis à démontrer leur solidarité avec le peuple et les dirigeants de la RDC comme ils poussent de l'avant avec la reconstruction de ce pays si affecté par le conflit.

L'Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA) a fourni le soutien financier et technique pour le projet, tandis que l'Africa Governance, Monitoring and Advocacy Project (AFRIMAP) a présenté les résultats de leur recherche détaillée dans la situation politique en RDC. Nous avons aussi animé ensemble avec eux un diner cocktail pour recevoir les participants.

Le consultant de l'IGD, M. Alexis Lingandu Mabele, un patriote congolais, et le chercheur de l'IGD, M. Fritz Nganje, ont travaillé durement pour s'assurer que le dialogue inter-congolais soit inclusive et un succès. Les professeurs Samba Mboup, Ivon Bongoy, Ngoma Binda ont présidé valablement la rencontre.

Après la réussite du dialogue national, l'IGD travaillera avec des partenaires congolais qui composent le parti au pouvoir, l'opposition, et la société civile pour organiser des dialogues dans les provinces afin d'approfondir le consensus inter-congolais sur la politique et l'économie du pays avant toutes les élections importantes attendues en 2011.

Siphamandla Zondi

Directeur executif: Institute for Global Dialogue

LA CONSOLIDATION DE LA DÉMOCRATIE EN RDC: VERS ET AU-DELÀ DES ÉLECTIONS 2011

INTRODUCTION

Avec le concours de la communauté internationale, la République Démocratique du Congo (RDC) était entrée dans une transition vers la démocratie, la paix et le développement après plusieurs années de guerre. Cette transition s'était rendue possible par les Accords de paix de Lusaka qui avaient été signés en 1999 par les différentes parties au conflit et qui visaient la fin de la guerre et l'instauration d'un ordre démocratique dans le pays. Les Accords de Lusaka conclus avec l'appui de la communauté internationale qui s'était également engagée dans leur mise en application prévoyaient l'organisation d'un Dialogue inter-congolais pour l'élaboration et l'établissement d'un nouvel ordre constitutionnel et politique. La République sud-africaine avait accepté de recevoir ce dialogue qui était organisé à Sun City en 2003 et qui avait abouti à l'adoption de l'Accord inclusif et global qui avait servi de base à la Constitution de transition et à la mise en place d'un gouvernement dont l'objectif ultime était de conduire le peuple congolais vers les élections libres et démocratiques afin de résoudre la crise de légitimité à la base de différentes crises politiques connues par le pays depuis son accession à l'indépendance le 30 juin 1960.

La transition politique en RDC s'était achevée par l'adoption de la Constitution qui régit actuellement le pays et la tenue des élections. Le mandat constitutionnel de cinq ans dévolu au Président de la République et au parlement élus en 2006 se termine au cours de cette année 2011 et de nouvelles élections sont donc à l'ordre du jour. L'arrivée à terme du mandat des institutions politiques dont les membres étaient élus en 2006 et l'approche de nouvelles élections constituent une opportunité de réfléchir sur la marche de la RDC vers la démocratie et les défis et perspectives des élections libres, transparentes et apaisées en 2011.

A l'invitation de l'Institute for Global Dialogue (IGD), plusieurs responsables congolais représentant des partis politiques et la société civile, et des partenaires intéressés se sont réunis à Burgers Park Hôtel à Pretoria, du jeudi 10 au vendredi 11 mars 2011. Le Forum de Pretoria a été inclusif dans le sens qu'il a mis autour d'une même table pour un dialogue franc, sincère, constructif et sans tabou les représentants de la majorité, de l'opposition et de la société civile afin de contribuer à la réussite du processus électoral en cours en RDC.

L'objectif fondamental du Forum tenu en république sud-africaine qui avait abrité le Dialogue inter-congolais à Sun City en 2003 était de permettre aux acteurs politiques congolais, aux responsables de la société civile et aux amis de la RDC de réfléchir ensemble sur la tenue des élections libres, inclusives, transparentes et apaisées en 2011 afin d'éviter toute nouvelle crise politique préjudiciable au pays et à son peuple après les élections et à consolider la démocratie et la paix chèrement acquise après des décennies de dictature, d'instabilité politique et de conflits de tous ordres.

Les travaux du Forum ont été ouverts par les discours de Dr Siphamandla ZONDI, Directeur Exécutif de l'IGD, M. Juvénal YAVTSHIKOMB, Chargé d'affaires *ad intérim* de l'Ambassade de

la RDC en Afrique du Sud, et M. Kenneth PEDRO, du Ministère des Relations Internationales et de la Coopération, représentant le Gouvernement sud-africain. Les travaux de la première journée se sont déroulés en deux tables rondes. La première a été dirigée par M. Mboup SAMBA, Professeur à l'Université d'Afrique du Sud (UNISA), et la seconde par M. Yvon BONGOY, Professeur à l'Université de Kinshasa. Les travaux de la première table ronde ont porté essentiellement sur l'analyse et la description de la situation politique actuelle en RDC. Cette table ronde a été suivie par des discussions à huis-clos sur l'état de la préparation des élections, la récente révision constitutionnelle supprimant le second tour de l'élection présidentielle, la campagne électorale, les questions de sécurité et les élections proprement dites.

Les travaux de la seconde et dernière journée ont par contre porté sur les arrangements post-électorales, les possibles réactions aux résultats des élections, les mécanismes et procédures pour régler les conflits, et les perspectives d'avenir. Les réflexions ont porté sur les actions à entreprendre pour un avenir paisible et prospère à la RDC. Ces travaux ont été présidés par M. NGOMA Binda, Professeur à l'Université de Kinshasa. Les travaux de la première et de la dernière journée du Dialogue ont été suivis d'échanges fructueux entre les participants, et ont terminé avec l'adoption d'une déclaration politique signée par tous les participants. De nombreux personnalités suivantes sont intervenues au cours du dialogue (voir la déclaration finale ci-après).

Les charges de Rapporteur Général du Forum étaient assumées par M. André MANGU, Professeur à l'Université d'Afrique du Sud et à l'Université de Kinshasa. Le Comité de Rédaction du rapport final a eu comme membres:

1. l'honorable Jean-Louis KYAVIRO, RCD-KML, Majorité.
2. l'honorable Franck DIONGO, Président National, MLP, Opposition.

3. Bishop Abraham DJAMBA S.S., Directeur exécutif de REGED, Société Civile (RDC).
4. M. Jean-Baptiste NDUNDU, RODHECIC, Société Civile (RDC).
5. M. Fritz NGANJE, Chercheur assistant, IGD (RSA).

SITUATION POLITIQUE ACTUELLE EN RDC



La situation de la RDC avant les élections a fait l'objet d'une table ronde organisée sous la présidence du Professeur Mboup SAMBA de l'UNISA. La principale communication relative à cette situation a été faite par Dr Pascal KAMBALE d'AfriMap. De cette présentation, l'on peut retenir ce qui suit :

- La situation politique de la RDC avant les élections est toujours préoccupante et requière que l'on y réfléchisse pour éviter des problèmes postélectorales qui secouent d'autres pays africains. Le processus est en danger et le risque est

grand de voir tous les progrès réalisés sur la voie démocratique anéantis. Les perspectives des élections démocratiques sont également sombres au moment où de nouvelles échéances électorales pointent à l'horizon.

- Le dialogue franc et sincère entre et avec toutes les parties constitue l'un des préalables majeurs des élections transparentes, libres et apaisées.
- La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a une responsabilité particulière dans la réussite du processus électoral.
- Pour s'acquitter valablement de sa mission, la CENI doit être véritablement indépendante, efficace et au service de toute la nation. Le fait que la Constitution et la loi portant son organisation et son fonctionnement le proclament ne suffit pas pour que la CENI qui est constituée de délégués de partis politiques soit effectivement indépendante.
- La CENI doit être non seulement indépendante, mais également efficace. L'efficacité de la CENI est notamment tributaire des faits suivants : la force de caractère (capacité de résister aux pressions) de ses membres, particulièrement de son Président; la stabilité du personnel de son administration; la sécurité de son financement; son contrôle effectif sur l'ensemble des opérations électorales; et ses rapports avec les partis politiques (partenaires clés du processus électoral qui doivent jouer un grand rôle) et la société civile avec lesquels elle doit avoir des consultations permanentes et pas seulement avec les bailleurs de fonds.
- La gestion électorale est notamment confrontée aux défis suivantes:
 - l'enrôlement des électeurs et la confection des listes électorales (processus de révision du fichier électoral) pour éviter les contestations, l'une des tâches urgentes

étant de discuter pour savoir comment procéder à l'établissement d'un fichier électoral qui soit fiable et crédible.

- la trop grande dépendance des appuis matériels et financiers de l'extérieur.
- la résolution des litiges électoraux. Le juge devenant un acteur nuisible du processus électoral, il faut avoir un pouvoir judiciaire indépendant et compétent pour s'occuper des litiges électoraux. Il n'y a cependant pas de garanties d'avoir un pouvoir judiciaire indépendant avant les élections et l'on pourrait réfléchir sur la mise en place des tribunaux électoraux.
- La CENI doit disposer de tous les moyens nécessaires pour être à l'abri du gouvernement et des bailleurs de fonds et pour gérer le processus électoral en toute indépendance conformément à la Constitution.

La présentation de la situation politique actuelle en RDC avant les élections a été suivie des exposés de M. André-Alain ATUNDU (CDR, Majorité présidentielle), de l'Honorable Thomas LUHAKA (MLC, Opposition), de M. Jacquemin SHABANI (UDPS), et de Mme Grace LULA (UPDD). Des échanges qui ont suivi entre des participants ont porté sur l'efficacité et l'indépendance de la CENI, l'inclusivité du processus électoral, la nécessité d'une consultation permanente entre la CENI et les partis politiques d'une part ainsi qu'entre la CENI et la société civile de l'autre. Cependant, ils ont révélé de part et d'autre des inquiétudes quant au bon déroulement du processus électoral et à la tenue des élections dans le délai constitutionnel.

Ces inquiétudes sont liées notamment aux problèmes d'une manque d'indépendance et d'efficacité de la CENI, à la précarité des moyens de financement, à l'absence d'un pouvoir judiciaire

indépendant qui puisse trancher les litiges électoraux à la satisfaction de tous, aux difficultés d'acceptation des résultats, à la fiabilité et à la crédibilité du fichier électoral, au rôle de l'administration publique, de l'armée, de la police, des services de sécurité et des médias publics qui doivent être au service de tous et non d'un parti ou d'une famille politique.

Tous les intervenants ont insisté sur la nécessité d'assainir l'environnement politique et sécuritaire dans le pays pour la tenue des élections transparentes, libres et apaisées et d'avoir une loi électorale qui reflète le consensus de toutes les forces politiques en présence pour éviter des conflits. Cette environnement doit également bannir la corruption et les violences. Il doit favoriser le respect des droits individuels et collectifs.

LA MARCHÉ DE LA RDC VERS LES ÉLECTIONS

Les communications des divers intervenants lors de la première session présidée par le Professeur BONGOY sont revenues sur la marche lente et difficile de la RDC vers les élections prévues en 2011 alors que toutes les parties sont déterminées à y participer et qu'elles sont réclamées par l'ensemble du peuple congolais. Ces communications ont été faites par Messieurs Victor NDULI (FLNC, Opposition), Damien MAYENGELE (PALU, Majorité), Jean-Bertrand EWANGA (UNC, Opposition), Jean-Claude MVUEMBA (MPCR, Opposition), Franck DIONGO (MLP, Opposition), Gaston KISANGA KABONGELO (ARC, Majorité), et Jérôme BONSO (LINELIT, Société civile).

Il découle des exposés et des échanges qui les ont suivis que la marche de la RDC vers les élections est caractérisée par un profond malaise qui existe entre les acteurs politiques dans un environnement politique et sécuritaire peu propice à la tenue des élections libres, transparentes et apaisées. Le malaise a été

accentué par la dernière révision constitutionnelle qui a ramené l'élection présidentielle à un seul tour de scrutin qui était rejeté par l'Opposition, la persistance de la violence et de l'insécurité, les violations régulières des droits de l'homme, l'engagement de certains partis au pouvoir dans une campagne politique prématurée alors qu'elle était interdite à d'autres particulièrement dans l'opposition.

La société civile doit s'impliquer dans la tenue des élections transparentes et apaisées. L'éducation politique aussi bien des électeurs que des acteurs politiques s'impose comme une nécessité urgente.

Une loi électorale juste est également requise dans la marche vers les élections transparentes et apaisées. Pour maintenir la paix sociale, les participants ont insisté sur le maintien du mode de scrutin proportionnel prévu lors des élections de 2006 et pour le « couplage » des élections présidentielles et législatives devant se dérouler simultanément.

CONCLUSION

Le Forum organisé par l'Institut pour le Dialogue Global avec la contribution d'OSISA a permis de réunir autour d'une même table des responsables politiques congolais représentant les partis politiques tant de la Majorité que de l'Opposition ainsi que la société civile de réfléchir sur le processus électoral en cours et les élections programmées en 2011. Ce Forum a permis d'établir que le peuple congolais et ses dirigeants sont fermement engagés à participer aux élections qu'ils veulent libres, transparentes et apaisées pour consolider la démocratie et la paix dans le pays qui a souffert des affres de l'autoritarisme, des conflits armés et des violations des droits de l'homme érigés en principes de gouvernance pendant les décennies qui ont suivi l'accession du

pays à l'indépendance le 30 juin 1960. Il n'y a pas d'alternatives à l'élection comme modalité démocratique d'accès au pouvoir.

Les élections démocratiques ne peuvent se dérouler que dans un cadre d'un Etat de droit où tout le monde est soumis à la loi qui protège l'intérêt général et non celui de quelques individus, partis ou d'une famille politique au détriment des autres ; où le pouvoir judiciaire est indépendant et garantit la protection des droits de tous ; où l'administration, l'armée, la police, les autres services de sécurité et les médias publics sont neutres ; où les individus et partis politiques sont libres de mener librement leurs activités dans le respect de la Constitution et des lois de la République ; et où l'organisation des élections est laissée à une institution indépendante, efficace et neutre qui s'assure que l'ensemble de citoyens en âge puissent exercer leur droit politique et que les résultats du vote traduisent la volonté du peuple souverain.

Toutefois, les participants au Forum de Pretoria sont d'avis que l'environnement politique, juridique, sécuritaire, social, et économique en RDC à la veille des élections mérite d'être assaini et que plusieurs obstacles doivent encore être surmontés sur la voie des élections libres, transparentes et apaisées voulues par tous. Il existe un réel malaise qui doit être dissipé et le dialogue, le consensus et l'inclusivité doivent demeurer de mise pour atteindre un tel objectif. Les élections relèvent de la démocratie et comme celle-ci, elles doivent être l'affaire de tous, les partis politiques et la société dans leur diversité, et l'ensemble du peuple congolais sur tout le territoire national.

Un tel dialogue tout comme le défi des élections libres, transparentes et apaisées nécessitent l'apport de tous, non seulement les responsables et le peuple congolais, mais aussi des partenaires de la RDC tels que l'ONU, l'Union européenne, l'Union africaine, la SADC, et de tous les pays amis en Afrique et à travers le monde qui doivent continuer à aider le peuple congolais dans sa marche

vers la démocratie qui est une condition *sine qua non* de la paix, du développement et de la renaissance africaine qui ne saurait se faire sans la reconstruction de la RDC.

La Déclaration finale ci-dessous signée sans réserve par tous les participants du Forum traduit l'engagement des responsables congolais pour la tenue des élections libres, transparentes et apaisées et souligne en même temps certains points sur lesquels les leaders congolais devraient continuer à dialoguer avec la contribution de la communauté internationale. Cette déclaration contient d'importantes recommandations formulées par les participants aux institutions congolaises, notamment le gouvernement, le parlement, le pouvoir judiciaire, les forces de l'ordre et de sécurité, l'administration publique, et surtout la CENI dont dépend largement la tenue des élections libres, transparentes et apaisées.

Ces recommandations s'adressent également aux partis politiques, à la société civile, aux médias, à l'ensemble du peuple congolais, à la communauté internationale et aux différents partenaires de la RDC ainsi qu'aux participants au Forum eux-mêmes pour qu'ils jouent leur rôle et contribuent à la tenue des élections libres, transparentes, et apaisées nécessaires à la consolidation de la paix sociale requise pour la reconstruction du pays au lendemain des élections.

DÉCLARATION DES PARTICIPANTS



Conference Delegates

LIEU ET ORGANISATION DE LA RENCONTRE

1. A l'invitation de l'Institute for Global Dialogue (IGD), plusieurs responsables congolais se sont réunis à Burgers Park Hôtel à Pretoria, du jeudi 10 au vendredi 11 mars 2011. Ce Forum de Pretoria a été inclusif dans le sens qu'il a mis autour d'une même table pour un dialogue franc, sincère, constructif et sans tabou les représentants de la Majorité, de l'Opposition et de la société civile afin de contribuer à la réussite du processus électoral en cours en RDC. Les participants saisissent encore l'occasion de l'adoption de ce rapport pour remercier vivement l'organisateur du Forum, l'IGD, son partenaire, l'OSISA, le Gouvernement ainsi que le peuple sud-africains pour la tenue de ces assises.
2. La finalité de cette rencontre en Afrique du sud, pays qui avait abrité le Dialogue inter-congolais, source de l'actuel

ordre juridique et politique au Congo, était de permettre aux responsables congolais de dialoguer et de réfléchir sur les actions à mener pour consolider la démocratie et la paix chèrement acquise après des décennies d'instabilité politique et de conflits.

OBJECTIF DE LA RENCONTRE

L'objectif de la rencontre était de permettre aux acteurs congolais des partis politiques aussi bien de la majorité que de l'opposition ainsi qu'aux responsables de la société civile de réfléchir ensemble sur la tenue des élections libres, inclusives, transparentes et apaisées en 2011 afin d'éviter toute nouvelle crise politique préjudiciable au pays et à son peuple après les élections.

PARTICIPANTS

Une soixantaine de participants représentant les partis politiques de la majorité et de l'opposition ainsi que la société civile au Congo ont pris part au dialogue inter-congolais de Pretoria.

INTERVENANTS

En dehors de Dr Siphamandla ZONDI, le Directeur exécutif de l'IGD, de M. PEDRO, représentant du Vice-ministre des Relations Internationales et de la Coopération de la République sud-africaine, M. YAV, représentant d'Ambassadeur de la République Démocratique du Congo, les personnalités suivantes sont intervenues au cours du dialogue :

1. Dr Pascal KAMBALE, Directeur Exécutif de l'AFRIMAP;

2. M. André-Alain ATUNDU, Président de CDR (AMP), qui avait présenté les excuses de M. Louis-Alphonse KOYAGIALO, Secrétaire Exécutif de l'AMP, empêché, Majorité ;
3. Mme Grace LULA, Coordonnatrice de la Ligue des Femmes pour le Développement et l'Education à la Démocratie (LIFDED), société civile ;
4. M. Damien MAYENGELE (PALU), Majorité ;
5. M. Jean-Bertrand EWANGA, Secrétaire général de l'Union pour la Nation Congolaise, UNC, Opposition ;
6. Mme Jacquemin SHABANI LUKOO, Secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le Progrès Social, UDPS, Opposition ;
7. L'honorable Thomas LUHAKA LOSENDJOLA, Député national, Secrétaire général adjoint du MLC, Opposition ;
8. L'honorable Jean-Claude VUEMBA, Député national, Président du MPCR, Opposition ;
9. L'honorable Franck DIONGO, Président du MLP, Opposition
10. M. Gaston KISANGA KABONGELO, Secrétaire général de l'Alliance pour le renouveau du Congo, ARC, Majorité ;
11. M. Jérôme BONSO, Ligue nationale pour les élections, LINELIT, Société civile ;
12. L'honorable Jean-Louis Ernest KYAVIRO, Député national, Rassemblement Congolais pour la Démocratie – Kisangani Mouvement de Libération, RCD-KML, Majorité ;
13. L'honorable Grégoire LUSENGE, Député national, Secrétaire général adjoint, Rassemblement Congolais pour la Démocratie – Kisangani Mouvement de Libération, RCD-KML, Majorité

14. L'honorable Moïse NYARUGABO, Sénateur, Rassemblement Congolais pour la Démocratie, RCD, Opposition ;
15. M. Victor NDULI, Secrétaire général du Front de Libération Nationale du Congo (FLNC), Opposition ;
16. L'honorable Francis MBENGAMA, Député provincial, CODELI, Majorité ;
17. M. Flavien MUSITU, Président de la Commission Justice et Paix Universitaire, Université Catholique, Société civile ;
18. Mme Rachel MASHANGA, Ligue des femmes congolaises pour les élections, LIFCE, Société civile ;
19. M. Jonas TSHIOMBELA, Président de la Nouvelle Société Civile Congolaise, NSCC, Société civile ;
20. Mme Irène ESAMBO, Présidente du Centre d'étude sur la Justice et la Résolution 1325 (CJR1325), Société civile.

DEBATS ET ECHANGES

Les différentes communications ont été suivies de fructueux et sincères échanges entre les participants dans une atmosphère empreinte de cordialité, de franchise et de patriotisme qui ont permis d'arriver à des points de convergence, même s'il y a eu des points de divergence sur lesquels des discussions vont se poursuivre.

POINTS DE CONVERGENCE

Avant les élections

1. Les élections constituent l'unique voie d'accès au pouvoir après de nombreuses crises de légitimité du pouvoir politique que le pays a connues depuis l'indépendance.

2. Les élections doivent permettre au peuple de se choisir librement ses dirigeants. Elles doivent être libres, inclusives, transparentes, et apaisées.
3. La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) doit être véritablement indépendante, neutre et efficace et disposer des moyens nécessaires pour bien remplir sa mission et être à même de rassurer tous les acteurs au processus (population, candidats, partis politiques, société civile et partenaires).
4. La nécessité d'une justice véritablement indépendante et impartiale, bénéficiant d'un renforcement des capacités des magistrats en matière des contentieux électoraux pour garantir des élections libres, inclusives transparentes et apaisées.
5. La nécessité de la neutralité et de l'impartialité effectives de l'administration publique, de l'armée, de la police et des services de sécurité.
6. Les médias publics doivent se montrer neutres, impartiaux et ouverts en assurant constamment un accès équitable à toutes les sensibilités politiques.
7. La tenue des élections démocratiques requiert le respect de la Constitution, des lois de la République et notamment des droits humains, y compris les droits de la femme, ceux des personnes vivant avec des handicaps et ceux des enfants.
8. Le devoir constitutionnel du gouvernement est d'assurer et de garantir un climat politique, économique et social sain avant, pendant et après la tenue des élections.
9. La Communauté internationale, notamment les partenaires traditionnels de la RDC et de la MONUSCO doivent également jouer leur rôle. L'on attend de la MONUSCO qu'elle joue un plus grand rôle dans l'assistance électorale qui aille de l'appui logistique à la sécurisation du matériel et

des opérations électorales, en passant par une contribution significative à la protection des acteurs politiques.

10. La CENI doit avoir des concertations permanentes avec la majorité, l'opposition et avec la société civile. Ces concertations doivent se faire à temps pour éviter le fait accompli et/ou l'effet de la surprise.
11. Les élections doivent impérativement se dérouler dans les délais constitutionnels.
12. La CENI devrait publier urgemment le calendrier électoral et accélérer la révision d'un fichier électoral qui soit réellement fiable et acceptable par tous.
13. La CENI devrait accroître le nombre de centres d'enrôlement et celui des bureaux de vote pour permettre à l'ensemble des électeurs de prendre part aux prochaines élections.
14. Les mesures de transparence du processus électoral, notamment l'audit du fichier électoral, doivent être initiées et renforcées, moyennant quoi les acteurs doivent s'engager solennellement à accepter les résultats des élections et à entretenir une culture de l'acceptation des résultats des élections.
15. L'élection présidentielle et celles des Députés nationaux devraient se dérouler le même jour et il est important de ne pas les découpler pour ne pas démobiliser ni désorienter le peuple et leur permettre de se prononcer librement en âme et conscience.
16. Les institutions de la République et la CENI, chacune en ce qui la concerne, doivent impérativement prendre les mesures annihilant toute velléité de tricherie et de corruption, de sorte que les résultats des élections reflètent véritablement la volonté des électeurs telle qu'exprimée au cours des scrutins.

17. Le Gouvernements, la CENI, les partis politiques et la société civile doivent s'impliquer dans l'éducation civique de la population.
18. Le Parlement devra rapidement adopter des amendements à la loi électorale, lesquels devront favoriser les élections libres, inclusives, transparentes et apaisées ; réprimer la corruption, l'achat des consciences et la tricherie pour permette une expression fidèle de la volonté de la population. Dans l'état actuel des choses, la représentation proportionnelle est le système électoral qui permettra le mieux d'atteindre cet objectif.
19. La vulgarisation de la loi électorale parmi les candidats et les électeurs est indispensable car l'ignorance de cette loi s'est avérée l'une de principales causes des contestations après les dernières élections.
20. La classe politique doit se dialoguer en permanence pour éviter toute nouvelle crise liée aux élections. La recherche constante du consensus et de l'inclusivité en cas de divergence doit demeurer de mise avant, pendant et après la tenue des élections.

Après les élections

1. L'après-élection est généralement fonction de ce qui aura été fait et ce qu'aura été le comportement du gouvernement, des acteurs politiques, et de la CENI avant et pendant l'élection.
2. Si les élections se déroulent dans les délais légaux, si elles sont libres et transparentes, les résultats des élections auront plus de chance d'être acceptés par tous.
3. La CENI devra gérer de manière responsable la période pré-électorale et électorale pour éviter toute crise post-électorale. Cette gestion devra être consensuelle, non partisane, non

politique et impliquer toutes les parties : les acteurs politiques au pouvoir et dans l'opposition, ainsi que les responsables de la société civile et les différents partenaires. Ces consultations devront être régulières et sincères.

POINTS DE DIVERGENCE

Malgré les débats houleux sur ces questions, les participants ne sont pas parvenus à un accord sur les points suivants :

1. L'éventualité du dépassement du délai constitutionnel.
2. Le comportement ou les mesures à adopter en cas d'une telle éventualité.
3. La certification des résultats des élections par la MONUSCO.

RECOMMANDATIONS SUR LES CONVERGENCES

Au regard de ce qui précède, les participants recommandent les mesures ci-après :

Au Gouvernement

1. Le strict respect de la Constitution, des lois de la République, des Accords et traités internationaux ratifiés par la RDC.
2. L'assainissement du climat politique, économique, social et sécuritaire dans le pays pour la tenue des élections libres, inclusives, transparentes et apaisées.
3. L'assurance de la sécurisation du processus électoral et la garantie de la sécurité de tous les acteurs politiques, du pouvoir comme de l'opposition, des candidats, des

observateurs, des témoins ainsi que celle de la population sur l'ensemble du territoire national.

4. La neutralité de l'armée et celle de la police et des services de sécurité qui doivent véritablement être au service de tous et non de quelques-uns.
5. La garantie de l'indépendance, de l'impartialité et de la neutralité des médias publics, lesquels doivent effectivement assurer l'égalité de traitement et l'accès équitable à toutes les sensibilités politiques.
6. La protection des droits humains sur l'ensemble du territoire national, particulièrement les libertés publiques, notamment la liberté d'association, de réunions politiques, d'opinion et d'organisation des activités pré-électorales et électorales pour les acteurs de toutes les tendances.
7. L'assurance de la sécurité et de la libre circulation des personnes et de leurs biens sur l'ensemble du territoire national, notamment à l'est du pays où divers actes de viol, vol, et violence continuent de se commettre.
8. L'engagement dans la lutte contre l'impunité et la corruption à tous les niveaux.
9. La mise à la disposition de la CENI des moyens financiers et matériels nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de sa mission.
10. Le respect de l'indépendance et de l'impartialité de la CENI.
11. La reconnaissance de la pleine responsabilité de la CENI dans l'organisation et la direction des opérations liées aux élections.
12. La garantie du respect des délais légaux et constitutionnels dans l'organisation des élections.

Au Parlement

1. L'examen et l'adoption rapide du rapport de la CEI afin de permettre à la CENI de faire le lien avec la suite du processus électoral.
2. L'adoption rapide de toutes les lois indispensables à la tenue des élections crédibles dans les délais constitutionnels.
3. L'adoption rapide des amendements à la loi électorale, qui reconduisent le système de la représentation proportionnelle, qui devront favoriser les élections libres, inclusives, transparentes et apaisées ; réprimer la corruption, l'achat des consciences et la tricherie pour permettre une expression fidèle de la volonté de la population. Cette loi électorale devrait privilégier le rôle de la CENI dans l'organisation des élections.
4. Dans la mesure du possible, procéder aux modifications légales qui permettraient aux Congolais résidant à l'étranger de participer au processus électoral.

Au Pouvoir Judiciaire

1. Les juridictions compétentes doivent s'assumer et exercer leur mission électorale de façon indépendante conformément à la Constitution sans se mettre au service d'un individu, d'un parti, d'une famille politique ou de toute autre institution.
2. La garantie et l'assurance de l'indépendance effectives de la justice, et par le renforcement des capacités des magistrats en matière des contentieux électoraux.
3. Les magistrats doivent exercer leur mission en toute indépendance et impartialité, en s'opposant à toute forme de corruption et de manipulation tout en respectant scrupuleusement la Constitution et les lois de la République.

Aux forces de l'ordre et de sécurité

1. Les membres des forces armées, de la police et des services de sécurité doivent assumer leur mission en toute indépendance et impartialité conformément à la Constitution et aux lois qui consacrent leur caractère apolitique.
2. L'armée, la police, les services de sécurité sont au service du peuple et non d'un individu, d'un parti ou d'une famille politique.

A l'administration publique

1. Le respect par les agents et fonctionnaires de l'Etat dans l'exercice de leurs fonctions, de la Constitution et des lois de la République qui consacrent la neutralité de l'Administration publique et leur caractère apolitique en s'interdisant d'afficher publiquement leurs préférences politiques et en traitant avec impartialité tous les dossiers des acteurs et organisations politiques.

A la CENI

1. Le respect de la Constitution et des lois de la République.
2. En dépit de l'origine politique de ses membres, la CENI doit effectivement assumer sa mission de manière indépendante et impartiale pour des élections libres, inclusives, transparentes, démocratiques et apaisées.
3. Le consensus et l'inclusivité doivent être les principes fondamentaux de toute action de la CENI.
4. L'entretien des consultations régulières et sincères avec tous les partis politiques, qu'ils soient du pouvoir ou de l'opposition, les candidats ainsi qu'avec la société civile et les différents partenaires.

5. Veiller à ce que tous les Congolais qui y ont droit puissent effectivement participer aux élections, ce qui requière la révision du fichier électoral qui soit fiable ainsi que l'augmentation des centres d'enrôlement.
6. L'implication de tous les partis politiques et la société civile aux différentes opérations pré-électorales, électorales et post-électorales.
7. La publication d'un calendrier électoral acceptable par tous et après consultation avec les partis politiques et la société civile.
8. Le maintien du couplage des élections présidentielles et législatives.

Aux partis politiques

1. Le respect de la Constitution et des lois de la République.
2. La prise de toutes les dispositions pratiques d'organisation pour la participation effective aux élections.
3. La formation, l'équipement et le déploiement de leurs témoins lors de toutes opérations pré-électorales et électorales.
4. La contribution active à la tenue des élections libres, inclusives, transparentes, démocratiques et apaisées ainsi que l'engagement à œuvrer dans ce sens.
5. La promotion de la tolérance politique en ne se traitant pas en ennemis, mais en adversaires.
6. L'éducation civique et électorale de leurs militants et de la population.

A la société civile

1. Le respect de la Constitution et des lois de la République.

2. En dépit de son exclusion de la CENI, la société civile doit s'investir pour la tenue des élections libres, inclusives, transparentes, démocratiques et apaisées.
3. La contribution à l'éducation civique et électorale aussi bien des citoyens, des acteurs politiques et de leurs propres membres pour permettre à chacun d'assumer ses responsabilités.
4. L'engagement à exercer sa mission en toute neutralité, impartialité et indépendance.
5. Le développement d'un plaidoyer et lobbying auprès de tous les décideurs, et particulièrement auprès de la CENI pour s'assurer de la tenue des élections libres, inclusives, transparentes, démocratiques et apaisées.

Aux médias publics

1. Le respect de la Constitution et des lois de la République.
2. La garantie de leur indépendance, de leur impartialité et de leur neutralité effectives en assurant l'égalité de traitement et l'accès équitable à toutes les sensibilités politiques.
3. Leurs programmes doivent contenir des espaces suffisants pour l'éducation civique et électorale de la population.
4. La promotion la tolérance.

Au peuple congolais

1. Le respect de la Constitution et des lois de la République.
2. La prise de conscience qu'il est le souverain primaire, le refus de tout marchandage de cette souveraineté qu'il est appelé à défendre.
3. Le citoyen congolais doit également comprendre que par son seul vote, il délègue ses pouvoirs aux personnes qui vont le

diriger pour cinq ans et que par conséquent le-dit vote doit être responsable et utile : il ne saurait donc être ni vendu, ni acheté.

4. Le peuple doit rester vigilant envers les acteurs politiques et la CENI pour obtenir l'organisation des élections libres, inclusives, transparentes, démocratiques et paisibles.

A la Communauté internationale et Partenaires internationaux

1. La poursuite du soutien du peuple congolais pour des élections libres, inclusives, transparentes, démocratiques et apaisées.
2. Le respect de leurs engagements dans le cadre du soutien au processus électoral.
3. La poursuite du rôle de la MONUSCO dans l'assistance électorale allant de l'appui logistique, à la sécurisation du matériel et des opérations électorales, en passant par une contribution significative à la protection des acteurs politiques avant pendant et après les élections.

Aux participants au Forum de Pretoria

1. Le respect de la Constitution et des lois de la République.
2. L'engagement à procéder à la restitution et à la vulgarisation des résolutions du forum de Pretoria auprès de leurs partis politiques, de leurs associations, organisations et réseaux qu'ils représentent, des partenaires au processus électoral ainsi qu'auprès de l'opinion nationale et internationale, à Kinshasa, à l'intérieur et à l'extérieur de la RDC.
3. L'engagement de favoriser, de promouvoir et de poursuivre le dialogue sur les questions liées au processus électoral.

RECOMMANDATION PARTICULIERE SUR LES DIVERGENCES

1. Les participants ont résolus de poursuivre les échanges sur les divergences et tout autre fait nouveau au processus électoral.

Spécialement aux Organisateurs du Forum de Pretoria

1. La poursuite et l'extension du cadre du Forum à Kinshasa et dans les provinces de la RDC sur les questions liées au processus électoral, la paix et la démocratie en RDC.

APPEL PARTICULIER DE LA JEUNESSE

Les jeunes, à travers une étudiante participante au Forum, ont invité tous les gouvernants et politiciens congolais à respecter les accords qu'ils signent, leur parole donnée et les lois du pays, afin de leur léguer un bon modèle à suivre.

A l'issue de leurs travaux, les participants au Forum de Pretoria s'en sont remis au Président de la République, dans son rôle de garant de la Constitution, pour que, conformément à son engagement constitutionnel, il assure le respect par tous de la Constitution et des lois de la République tout au long du processus électoral.

Fait et adopté à Pretoria, en Afrique du Sud,
le vendredi 11 mars 2011.

PAR LES PARTICIPANTS























ABOUT THE INSTITUTE FOR GLOBAL DIALOGUE

ENGLISH SUMMARY

The Institute for Global Dialogue (IGD) is an independent foreign policy think tank dedicated to the analysis of and dialogue on the evolving international political and economic environment, and the role of Africa and South Africa. It advances a balanced, relevant and policy-oriented analysis, debate and documentation of South Africa's role in international relations and diplomacy.

The IGD was initially established in 1995 as the *Foundation for Global Dialogue* after several years of efforts led by the former South African president, Nelson Mandela, in his capacity as the president of the African National Congress. He and his team of leaders saw a need for a research organisation that would facilitate the new South Africa's engagement with the changing global order after 1994. This was a period in which three vectors of change coincided: the tectonic shifts in global power politics following the collapse of the Soviet Union; the wave of democratisation that hit Africa and South America; and the near-miraculous transition from apartheid to democracy in South Africa. The initial funding came from the German government and went towards establishing the *Foundation's* competitive edge, a combination of policy-oriented research, catalytic dialogue, tailor-made publications and grant-making for NGOs interested in international relations.

The IGD's research agenda has three broad programmatic focus areas: *Foreign policy analysis* with special reference to the making and management of foreign policy and diplomatic tools like economic, developmental, and public diplomacy; *African studies* focusing on the role of regional and continental integration in African politics and development as well as the study of peace diplomacy; and *International diplomacy analysis*, analysing dynamics in international diplomacy that have a bearing on African peace and prosperity.

Mission: The IGD strives for a prosperous and peaceful Africa in a progressive global order through cutting edge policy research and analysis, catalytic dialogue and stakeholder interface on global dynamics that have an impact on South Africa and Africa.

ACKNOWLEDGEMENTS

The inter-Congolese dialogue would not have been possible without the commitment of political parties from the DRC that responded positively to the idea of bringing them together in order to freely, and on their own, discuss the challenges facing their country. Their commitment is hereby appreciated.

The overwhelming response from civil society formations based in the DRC and the Diaspora also made it possible for the Congolese to have a robust, but cordial debate. Organisations represented included women and youth formations. We would like to thank them for their patriotic concern for their country.

The IGD would like to also thank members of the diplomatic corps, African governments and the South African government, in particular, which attended as observers and helped to demonstrate their solidarity with the people and leaders of the DRC as they forge ahead with the rebuilding of this conflict-affected country.

The Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA) provided financial and technical support for the project, while the Africa Governance, Monitoring and Advocacy Project (AfriMap) shared the findings of their detailed research into the political situation in the DRC. They also co-hosted with us a cocktail dinner to receive the participants.

The IGD consultant, Mr Alexis Lingandu Mabele, a Congolese patriot, and the IGD researcher, Mr Fritz Nganje, worked tirelessly to ensure that the inter-Congolese dialogue was inclusive and

successful. Professors Samba Mboup, Yvon Bongoy, and Ngoma Binda ably chaired the meeting.

Following the successful national dialogue, the IGD will work with Congolese partners comprising the ruling party, opposition and civil society to convene dialogues in the provinces to further deepen inter-Congolese consensus on the country's politics and economics before the all-important elections expected in 2011.

Siphamandla Zondi, PhD

Director: Institute for Global Dialogue

DEMOCRATIC CONSOLIDATION IN THE DRC: TOWARDS AND BEYOND THE 2011 ELECTIONS

INTRODUCTION

In 2003, the DRC made a significant transition from years of civil war in which some 3.3 million Congolese had died and many more had been traumatised towards a new dispensation of peace, democracy and development with the support of the international community. This transition was set in motion by the 1999 Lusaka Ceasefire Agreement, which committed the nine neighbouring states and a host of other warring parties to a ceasefire and to work towards establishing a peaceful and democratic order in the DRC.

Chapter VI of the Lusaka Agreement set out the parameters for an Inter-Congolese Dialogue (ICD) that would include all concerned parties including civil society and would take place over a period of 90 days. The issues to be discussed were four, namely: the integration of armed forces to form a new national army; the future governance institutions; the interim constitution and institutions; and the organisation of elections. Close to 400 Congolese delegates gathered at Sun City, South Africa, over the period 25 February to 19 April in a protracted inter-Congolese dialogue through five technical committees, namely: political and legal matters; defence and security; peace and reconciliation; economics and finance; and social and humanitarian affairs. The

Sun City Accord being non-inclusive was unsatisfactory, leading to a Pretoria phase of the dialogue, which led to the conclusion of the Global and Inclusive Agreement in December 2002 followed by a final session of the Sun City dialogue on 1–2 April, which resulted in a final agreement called the Final Act. On this basis, a provisional constitution was drawn up and adapted, and an interim government constituted. It was hoped that this transitional setup would eventually guide the DRC to free and democratic elections, thereby bringing to an end the legitimacy crisis that was thought to be at the root of the discord which has plagued the country since independence in 1960.

In principle, 2006 marked the end of the three-year long political transition in the DRC with the major highlights being the adoption of a new constitution and the election of a new President and Members of Parliament for a five-year term. The constitutional mandate of the government elected in 2006 comes to an end in the course of 2011, and new elections are expected in a bid to reconstitute the leadership of the DRC's political institutions.

Against this backdrop, the IGD, with the support of OSISA, convened an inter-Congolese dialogue in Pretoria, South Africa, on 11 and 12 March 2011. The meeting brought together the leadership of major political formations and civil society groups in the DRC, members of the Congolese Diaspora in South Africa, as well as friends of the DRC, and was intended to serve as a platform for a timely reflection on the country's democratic trajectory, with a specific focus on the opportunities and challenges of holding peaceful elections in 2011. Besides its inclusiveness, the facilitated dialogue was also significant in that it brought together representatives of the presidential majority, the opposition and civil society at a time when rising political tensions in the Congo are creating disincentives for constructive engagement.

The two-day Pretoria meeting evolved in two parts. On the first day, representatives from the Congolese delegation were joined by representatives of the diplomatic community, research and policy institutes, academia, the media and the South African government in a roundtable discussion on the current political situation in the DRC on the basis of a recent AfriMap report on the same. The closed inter-Congolese dialogue that followed robustly debated the conditions under which the 2011 elections would be held. This report presents a synopsis of the debates in the different sessions and the general outcome of the conference.

RATIONALE FOR THE DIALOGUE

Opening the meeting, Siphamandla Zondi, the Executive Director of the IGD, underscored the fact that the IGD has a track record of working with the parties in the DRC to encourage catalytic dialogue in order to cement the foundations of peace and democracy in this war-affected country. He indicated that annual dialogues, begun in 2004, have helped the Congolese fashion their own solutions for their problems. The 2011 round of dialogues, he revealed, were focused on helping parties and civil society contribute through dialogue to a smooth transition from the third to the fourth republic. He indicated that the IGD's approach is to let the Congolese themselves decide the agenda that they should implement every year.

Mr Juvenal Yav Tshikomb, representing the DRC High Commissioner to South Africa, underlined the importance of dialogue as a means of resolving political problems. He asked delegates to recall the achievements and progress that have been made since the conflict ended. He conveyed the wishes of his government and High Commissioner that this instalment of

dialogue would help the Congolese find each other and preserve their peace.

Welcoming the delegates to South Africa on behalf of the government, Mr Kenneth Pedro who read the speech of the Deputy Minister of International Relations and Cooperation, Mr Marius Fransman, underlined South Africa's friendship with the people and government of the DRC and how this has been concretised in the form of technical assistance, capacity building, contributions to peacekeeping, and the role South Africa played before and after the Lusaka Agreement. He warmly welcomed the fact that the Congolese were of their own volition identifying problems and finding solutions to their problems. He committed the South African government to supporting efforts by the Congolese to consolidate peace, prosperity and democracy.

THE ROUNDTABLE: POLITICAL TRANSFORMATION SINCE 2006?

During the roundtable discussion Mr Pascal Kambale of AfriMap briefly described the findings of an AfriMap report arising from an analytical project that assessed progress that had been made towards consolidating political reform since the 2006 election of a new full government. The report found, among other things, that the prevailing political conditions in the DRC were not conducive to free, fair and peaceful elections, and cautioned that the country risked undoing the democratic gains that had been made in the past years. It affirmed the need for continuous dialogue among key stakeholders to accompany preparations for upcoming elections.

The AfriMap presentation specifically highlighted the centrality of an independent, transparent, efficient and inclusive electoral management body to the success of democratic consolidation

in the DRC. But it found that this was not the case with the country's Independent National Electoral Commission (known by its French acronym, CENI). Compared to what obtains in other African countries such as Ghana, the report disclosed that CENI not only lacks political and financial autonomy, but is also deficient in human capacity. Worse still, the electoral management body is thought to be undemocratic in its processes, prioritising consultations with financial sponsors at the expense of other stakeholders, including civil society. A successful outcome to the 2011 elections would therefore depend largely on the ability and willingness of the country to address these deficiencies.

During the interactive discussion, delegates critically engaged with the key concerns raised in the AfriMap presentation and further elaborated on the challenges the DRC is confronted with in the lead-up to its second post-transition elections. Paramount among these are the integrity and efficiency of the process undertaken by CENI to revise the electoral register, the extent to which external bodies such as MONUSCO should be involved in the electoral process, as well as the reliability of the judicial system to impartially adjudicate on election-related disputes. An equally important issue that came to the fore in the course of the roundtable discussion was the implications of a possible election delay for the peace and stability of the country. These and other issues served as the terms of reference for the exclusively inter-Congolese dialogue that followed.

INTER-CONGOLESE DIALOGUE

THE 2011 ELECTIONS AND BEYOND: DEBATES AND RECOMMENDATIONS

The dialogue was organised around presentations by political parties and members of civil society followed by robust but

mature exchanges among delegates invited to the forum. Despite their political differences, there was a shared recognition by participants that the DRC was at a critical juncture in its democratic journey, requiring all stakeholders to play their part in preserving and entrenching the country's hard-earned peace. More specifically, it was suggested that the conduct and outcome of the current electoral process would go a long way to define the future trajectory of the country. Put differently, a peaceful post-electoral order could only be guaranteed through transparent and credible elections whose outcome would confer the greatest degree of legitimacy on the country's institutions and leadership.

This sense of collective patriotism thus inspired a critical and holistic interrogation of the conditions under which the current electoral process was unfolding. In addition to the issues that had already been raised during the roundtable, the debates in these sessions also touched on recent controversial constitutional amendments that would make it possible for the president of the country to be elected by a simple majority, as well as the merits and demerits of organising separate presidential and legislative elections.

The principal outcome of the Pretoria inter-Congolese dialogue was a political declaration, which not only committed all stakeholders to conduct themselves in a responsible manner in the lead-up to the elections, but also detailed recommendations to improve the credibility of the electoral process. True to the democratic spirit that prevailed at the inter-Congolese dialogue, the Pretoria Declaration also noted areas of divergence that required further dialogue in order to deepen consensus. A synopsis of these controversial issues, together with the most salient recommendations contained in the declaration, is presented in the paragraphs below.

Contentious issues that require further dialogue

Arguably, the major issue that remained unresolved at the Pretoria dialogue is related to the challenge of organising presidential elections within the constitutionally stipulated time-frame. Article 73 of the DRC constitution mandates the country's electoral commission to organise presidential elections 90 days before the expiration of the mandate of the current president. President Joseph Kabila's term in office comes to an end in December 2011. However, there was consensus among participants that preparations for presidential elections were lagging behind, suggesting that the CENI would not be able to organise credible polls and still respect the provision of the Constitution in this regard. Despite the shared recognition that the quality of elections would be significantly compromised if the Constitution were to be followed to the letter, opposition parties remained resolute in their objection to a possible delay in the presidential poll. Central to the position of the opposition was the charge that by failing to duly organise elections, the incumbent regime would have effectively abrogated its contract with the Congolese people, and should therefore take responsibility for the legitimacy crisis that the country might be plunged into.

Participants at the inter-Congolese dialogue were also divided on the scope of the role that external partners, in particular MONUSCO, should play in the electoral process. Whereas the opposition and civil society – inspired by the allegedly questionable integrity of CENI – advocated an extensive role that would include conferring on the UN mission the power to certify results, this aspiration was not shared by the ruling coalition. Alluding to the controversial role of the UN in the recent Ivorian elections, the latter reasoned that making MONUSCO the final arbiter on the outcome of the polls would amount to surrendering the sovereignty of the country.

On maximising the credibility of the electoral process and its outcome

Apart from the discord, participants were united, first and foremost, on the need for interventions that would guarantee the independence, efficiency, transparency and inclusivity of CENI. To this end, it was suggested that the electoral body should hold constant consultations with all relevant stakeholders in the electoral process, including political parties in the opposition and members of the civil society. This would work towards dispelling notions that CENI was an instrument of the current regime. It was also proposed that CENI could tap into the expertise found in MONUSCO and other organisations in order to boost its capacity in dealing with complex electoral issues such as the compilation of the voter's roll.

Another notable recommendation that emerged from the Pretoria meeting had to do with the adjudication of election-related disputes. Inspired by concerns that the current judicial system in the DRC lacked both the integrity and capacity to efficiently and impartially resolve electoral contestations, a call was made for the establishment of a special electoral tribunal based on international best practice. This would provide sufficient guarantee against post-election chaos that often emanates from contested results.

Besides recognising the continued role that is expected of MONUSCO in supplementing the efforts of the country's security forces in an increasingly volatile electoral environment, political parties and civil society organisations were also entreated to join forces with CENI and the government in a renewed effort to educate the Congolese public on civic and political matters. Such awareness on the part of the population would not only elicit a responsible engagement with the political process in general, and the electoral process in particular, but would equally create

a vigilant electorate, considered to be another pre-condition for free, transparent and democratic elections.

CONCLUSION

In the wake of a relatively successful transition in 2006, the expected recovery of the DRC was commonly associated with the image of a rising giant, which was destined to gradually but surely occupy its rightful place on the continent. While many on the continent and beyond continue to cherish these high expectations of what could one day become Africa's economic giant, the revelations and debates at the Pretoria inter-Congolese dialogue suggest that the democratic consolidation that is a prerequisite for the attainment of this dream currently hangs in the balance. As the country prepares for its second post-transition elections, there is an equal chance for it to either consolidate the gains of peace and democracy or slide back into chaos and uncertainty. In this context, the forthcoming elections present an invaluable entry point for all internal and external stakeholders in the recovery of the DRC to renew their commitment to the consolidation of democracy in the country.

The initiative of the IGD, which proved to be successful not only in encouraging Congolese opinion leaders to raise and debate pertinent questions concerning the future of their country, but also in reopening the channels of communication between different stakeholders, is but one of the interventions that are needed in order to save the peace in the DRC. While both the participants and organisers of the Pretoria meeting expressed an unwavering commitment to create conditions for further dialogue in order to broaden consensus, the onus now lies on regional governments and other friends of the DRC to do their part in supporting and

guiding the country in its critical journey to become a mature and prosperous democracy.

ANNEXES

I. LISTE DES DÉLÉGUÉS DE LA CONFÉRENCE/ LIST OF CONFERENCE DELEGATES

A. Les participants/ Participants

1.	Mr Andre-Alain ATUNDU	CDR
2.	Mr Gaston KISANGA KABONGELO	ARC
3.	Hon. Jean-Louis KYAVIRO	RCD-KML
4.	Hon. Gregoire LUSENGE	RCD-KML.
5.	Hon. Francis MBENGAMA	CODELI
6.	Mr Damien MAYENGELE	PALU
7.	Hon. Thomas LUHAKA LOSENDJLO	MLC
8.	Hon. Moise NYARUGABO	RCD
9.	Hon. Jean-Claude VUEMBA	MPCR
10.	Mr Taty Nimy TANGUMBA	MPCR
11.	Ms Jacquemin SHABANI	UDPS
12.	Hon. Fanck DIONGO	MLP
13.	Mr Sylvestre ELONDO MBOKOLO	CCD
14.	Mr Victor NDULI	FLNC

15. Mr Charly ILONGA MPPEMPE	FLNC (Diaspora)
16. Mr Ignace KAPITEN KIMO DEDE	FLNC (Diaspora)
17. Mr Anicet KAPITEN	FDC (Diaspora)
18. Mr Claude KABAMBI	UREC (Diaspora)
19. Mr Jean-Bertrand EWANGA	UNC
20. Dr Denis LOPOSO	UNC
21. Mr Victor BAE LONGANDI	UNC
22. Mr Jean-Pierre A. LUKAMBA	FLIC (Diaspora)
23. Prof. NGOMA BINDA	Kinshasa University
24. Prof. Andre MBATA MANGU	UNISA
25. Prof. Yvon BONGOY	Kinshasa University
26. Prof. Thuerry NLANDU	Kinshasa University
27. Bishop Abraham DJAMBA	REGED
28. Father Rigobert MINANI	RODHECIC
29. Pastor Emmanuel TSHILENGA	OPERA F (Diaspora)
30. Pastor Emery MADIFUTA	CSA
31. Pastor Willy BOKONGDO BASOFI	Diaspora
32. Mr Jean-Baptiste NDUNDU	RODHECIC
33. Mr Jerome BONSO	LINELIT

34. Mr Jonas TSHIOMBELA	NSSC
35. Mrs Grace LULA	LIFDED
36. Mrs Irene ESAMBO	CJR1325
37. Mrs Rachel MASHANGU	LIFCE
38. Mrs Nathalie MISENGA	LIFCE (Diaspora)
39. Mr Golden MISABIKO	Diaspora
40. Mrs Love KIMBI	FOCAS (Diaspora)
41. Mrs Brigitte NDAYA LUSAMBA	WWCO (Diaspora)
42. Ms Anny MODI	Student UNISA (Diaspora)
43. Mr Gerard BISAMBU	RECIC
44. Mr Flavien MUSITU	CPJC
45. Mr Back TWENDELE	FOCAS (Diaspora)
46. Mr Unche ILONDO	Umbrella (Diaspora)
47. Mr MANGASI	Umbrella (Diaspora)
48. Mr Benjamin SIMUNYOLA	RM (Diaspora)
49. Mr Martin MALENGE EKUTSHU	CIEGS
50. Mr Emery KUMBONGO	FOCAS (Diaspora)
51. Mr Franck ASSIMBO	CDNML (Diaspora)
52. Mr Serge NTUMBA	ABG (Diaspora)

53. Mr Martin MUNIANGAYI	FOCAS (Diaspora)
54. Mr Medard ABENGGE YEGA	ADF (Diaspora)
55. Mr NTUMBA KABAMBA	Diapora
56. Mr YAY TSHIKOMB	DRC Embassy/ RSA
57. Mr NJUMA RASHIDI KAUZENI	DRC Embassy/ RSA
58. Mr Djuma KAUZENI	DRC Embassy/ RSA

B. Observateurs/ Observers

59. Siphamandla ZONDI	IGD
60. Alexi LINGANDU MABELE	IGD
61. Fritz NGANJE	IGD
62. Lesley MASTERS	IGD
63. Penelope MASENAMELA	IGD
64. Lyndsey DUFF	IGD
65. Zandile BHENGU	IGD
66. Pascal KAMBALE	AFRIMAP
67. Hubert TSHISWAKA	OSISA
68. Roger Mvita KALUBI	AFRIMAP
69. Patience KABAMBA	UJ
70. Patrick Baleka	COSATU
71. Henri Boshoff	ISS
72. Melanie Roberts	ISS
73. Tseke Morathi	SASOL

74. Jamila EL Abdellaoui	
75. A. Nkutshweu	Dept. of Defence
76. G. Komane	Dept. of Defence
77. Bengt Degerman	Swedish Embassy
78. Itumeleng Maake	Trendz Medical Travel
79. Ian Edelstein	ICRC
80. David Mohd Yani	Malaysian High Commission
81. Charlene Harry	Human Rights Watch
82. Clement Mavungu	ICJ Africa Program
83. Mbiya Bangoui	Aurecon Group
84. Kenneth Pedro	Dept of International Relations and Cooperation (DIRCO)
85. Matshidiso Raphadu	DIRCO
86. Henning Herbst	DIRCO
87. Terence Tshisevhe	DIRCO
88. Carnmen Smidt Congress (ANC)	African National
89. Stanley Mokwena	Dept. of Defence
90. Christian Lukasa	UNISA
91. KF Sadiki	Babhuki Research Institute

92. Roberto dos Santos	Embassy of Angola
93. Sean Christie	Mail & Guardian
94. Tumba Dievdonme	UNISA
95. Ribbon Mosholi	ANC
96. E. Makaya	DIRCO
97. Tyronne Gunnie	The Presidency
98. Claude Kabemba	OSISA

II. PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE/ CONFERENCE PROGRAMME

Day One – 10 March 2011

Roundtable (Open to the public) – Chair: Prof. Samba Mboup

8:00	Arrival and registration
9:00	Opening remark by Dr Siphamandla Zondi, Executive Director of IGD
9:15	Welcome address by Mr Kenneth Pedro on behalf of the Deputy Minister of International Relations and Cooperation, RSA
9:45	Remark by Mr Yav Juvenal, representing the DRC High Commissioner to South Africa
10:00	Presentation on the current political situation in the DRC (Pascal Kambale, AfriMap)
10:30	Response from representatives of AMP, MLC, UDPS & LFDD

10:30 Interactive Discussion

13:00 Lunch

Inter-Congolese Dialogue (Closed sessions)

Session one – Issues and processes towards elections (Chair: Prof. Bongoy)

14:00 Presentations by representatives of FLNC, PALU, UNC, MPCP, MLP, CDR, LINELIT, ARC.

16:00 Tea/coffee break

16:15 Interactive Discussion

18:00 Cocktail Dinner

Day Two – 12 March 2011

Session two – Post-electoral arrangements and the future (Chair: Prof. Ngoma)

9:00 Presentations by representatives of RCD-KM, RCD-GOMA, CODELI, Catholic Community, New Civil Society, CJR 1325.

11:00 Tea/coffee break

11:15 Interactive Discussion

14:00 Lunch

15:00 Rapporteur's summary

16:00 Adoption of Declaration and Closing

ISBN 978 -1-920216-33-7



9 781920 216337